

Le budget

reçoit peu de cette proposition. Par exemple, la famille qui touche un revenu annuel de 40 000 \$ recevra une prestation supplémentaire de seulement 44 \$. En trois ans, la valeur de cette prestation diminuera de 10 p. 100 et en dix ans, la plupart des familles ne recevront plus aucune aide étant donné que cette prestation n'est pas indexée en fonction de l'inflation.

La proposition du gouvernement permettra d'accroître de 2,1 milliards de dollars l'aide aux enfants sur une période de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 1993. Le ministre des Finances doit espérer que les Canadiens ont oublié qu'entre 1986 et 1991, le gouvernement conservateur a réduit cette aide de plus de 3,5 milliards de dollars. Ce nouveau Programme de prestations pour enfants ne réussit toujours pas à remettre aux familles canadiennes tout l'argent que le gouvernement leur a pris et ce programme manque complètement le bateau en ce qui a trait aux garderies.

Ainsi, toute la publicité que ce gouvernement a faite autour de ce nouveau programme cache le fait que de toute évidence, il a abandonné l'engagement qu'il avait pris à l'égard d'un programme national de garderie qui visait à offrir des installations qui permettraient que l'on s'occupe des enfants lorsque leurs parents doivent travailler.

En outre, le gouvernement propose d'augmenter de 1 000 \$ la déduction pour frais de garde d'enfant, mais il est évident que cette déduction n'offre aucun avantage aux familles qui ne touchent pas un revenu assez élevé pour en profiter. Et d'ailleurs, ce programme n'entrera pas en vigueur avant un an. S'il renferme des avantages supplémentaires, ceux-ci ne seront pas mis à la disposition des familles canadiennes au moment où elles souffrent des conséquences de cette très grave récession provoquée par ce gouvernement.

Du côté positif, monsieur le Président, le gouvernement a jugé opportun de reprendre la recommandation du Parti libéral sur l'utilisation du Régime enregistré d'épargne-retraite pour acheter une première maison. Malheureusement, les Conservateurs ont négligé de reprendre tous les détails de cette proposition. Par ailleurs, lorsqu'on constate le traitement qu'ils ont accordé au secteur de l'habitation, l'élément positif de ce Budget devient rapidement dérisoire. Les Conservateurs ont annulé le Programme de coopératives d'habitation, ils ont ralenti la croissance des fonds que la Société canadienne d'hypothèques et de logement consacre à d'autres programmes de logement pour les personnes à faible revenu.

Il est évident que l'autorisation d'utiliser les REÉR et la réduction des acomptes seront utiles, mais ces programmes n'aident en rien les personnes qui n'ont pas les

moyens financiers d'investir des fonds dans les REÉR ou même de verser un acompte de 5 p. 100 pour l'achat d'une première maison. Plutôt que de faciliter l'accession à la propriété pour les dizaines de milliers de Canadiens à faible revenu, ce Budget leur rend l'accès à un logement décent et abordable beaucoup plus difficile.

Du côté de l'éducation, monsieur le Président, ce Budget offre très peu. En fait, le gouvernement augmente légèrement les crédits d'impôt pour l'étude, les faisant passer de 60 \$ à 80 \$ par mois d'étude dans un établissement postsecondaire. Cependant, le Budget ne renferme aucune mesure qui rétablirait les coupures faites dans les transferts faits aux provinces pour l'enseignement postsecondaire.

Ces compressions signifient que beaucoup moins de jeunes auront accès à l'université l'an prochain. De fait, une augmentation dans le crédit d'impôt pour études postsecondaires ne servira pas à grand chose si les jeunes Canadiens ne peuvent être admis à l'université en raison des coupures dans les paiements de transfert aux provinces pour l'enseignement postsecondaire. Les universités devront réduire le nombre d'étudiants pour tenir compte de ces coupures.

Vous savez, monsieur le Président, les conservateurs nous rebattent les oreilles avec leurs slogans creux depuis qu'ils sont arrivés au pouvoir, affirmant que le pays doit investir dans l'éducation et la recherche, pour qu'il soit en mesure d'affronter les défis d'un monde de plus en plus compétitif. Cependant, ils ne nous servent que des paroles creuses, car lorsqu'on regarde leurs engagements concrets dans ces secteurs, on s'aperçoit rapidement qu'ils se livrent à une opération de terre brûlée et qu'ils sont en passe de transformer le pays en coquille vide.

Le Budget, monsieur le Président, d'après toute apparence, modifie la fiscalité de façon à profiter aux entreprises. Cependant, tout ce que ce Budget fait pour venir en aide aux entreprises ne pourra jamais réparer l'immense tort que les Conservateurs ont causé aux entreprises, et particulièrement aux entreprises manufacturières, avec leur politique du dollar et des taux d'intérêt élevés.

Ainsi, ce Budget ne prend aucune mesure pour réduire les taux d'intérêt. Il ne mentionne pas non plus la nécessité de réduire la valeur du dollar canadien. Le gouvernement semble vouloir s'efforcer de maintenir un dollar élevé en dépit des arguments des compagnies d'exploitation des ressources naturelles et de nos manufacturiers qui font valoir qu'une baisse du dollar pourrait les aider à retrouver leur compétitivité dans les marchés mondiaux.

Cette négligence des Conservateurs a des effets dévastateurs dans ma circonscription. En effet, leurs politiques économiques ont ravagé l'industrie forestière dans ma circonscription, entraînant 300 mises à pied à Athollville, avec 400 licenciements prévus pour l'usine de Dalhousie.